

Du terrorisme aux conflits entre voisins, l'eau du Moyen-Orient otage des tensions

Ressources Dans le Forum de haut niveau de « Blue Peace » qui vient d'avoir lieu à Istanbul, et auquel participait le Liban, les craintes liées à la mainmise des terroristes sur des cours d'eau majeurs et des barrages en Irak a failli voler la vedette aux tensions usuelles entre les pays.

ISTANBUL - Suzanne BAAKLINI

Le nom de l'État islamique, ou Daech, a été mentionné plus que de coutume dans le Forum de haut niveau de « Blue Peace », organisé à Istanbul (il devait se tenir initialement à Suleimaniyah dans le Kurdistan irakien, mais a été délocalisé pour des raisons de sécurité). Le volet Moyen-Orient de l'initiative lancée depuis 2011 par le think tank indien Strategic Foresight Group (SFG) et financée par l'Agence suisse pour le développement et la coopération, se penche sur les difficiles négociations dans une région particulièrement pauvre en eau, regroupant la Turquie, l'Irak, la Syrie, le Liban et la Jordanie. À ces complications régionales usuelles est venu se greffer le facteur du terrorisme avec son lot d'imprévisibles, notamment depuis le début des frappes de la coalition en Irak et en Syrie : menaces de détruire des bar-

rages, d'inonder des localités entières, d'empoisonner des sources...

Que représente cette sanglante parenthèse dans une région initialement soumise aux tensions ? « Il faut protéger les sources d'eau et les ouvrages sur les fleuves », a-t-on entendu dire plusieurs intervenants (décideurs, experts, journalistes...) au cours de ce forum. « Les terroristes utilisent l'eau comme instrument dans leurs opérations militaires, menaçant, par exemple, de détruire des barrages, a dit Safa Rasul, conseiller adjoint à la sécurité nationale en Irak. Ils peuvent aller jusqu'à empoisonner l'eau, ou encore utiliser leur occupation de points stratégiques pour contrôler la population. »

« Quand Daech sera éliminé, il faudra que les pays de la région créent un comité de gestion de leurs bassins, et gardent le projet de coopération vivant à tout moment », a martelé Mustapha Kibaroglu, président du départe-

ment de sciences politiques à l'université turque de MEF, qui a accueilli le congrès.

Le conflit syrien et les problèmes sécuritaires en Irak ont eu une autre conséquence sur leurs voisins : l'afflux considérable de réfugiés, notamment au Liban, en Turquie et en Jordanie. Le député Bassem el-Chab, seul parlementaire libanais présent au forum, et Zeina Majdalani, du bureau du Premier ministre, n'ont pas manqué d'insister sur la pression que constituent un million et demi de réfugiés sur les ressources hydrauliques du Liban, en une année particulièrement sèche.

De l'actualité avant et après Daech

Mais l'émergence de Daech et le conflit en Syrie, malgré leur gravité, ne sont pas suffisants pour changer à eux seuls la donne. À la question de savoir si les négociations se portaient mieux en temps de stabilité, Yasar Yakis, ancien ministre

turc des Affaires étrangères, déclare à *L'Orient-Le Jour* avec le flegme qui le caractérise : « Je suis obligé de reconnaître que cela est faux. »

M. Yakis sait de quoi il parle : dans sa longue carrière de diplomate, il a suivi à maintes fois les négociations sur l'eau qui se déroulaient entre son pays et ses voisins. « Les tensions dans la région affectent certainement les négociations sur l'eau, poursuit-il. Preuve en est, les processus qui avaient été entamés avec la Syrie ont été interrompus en raison de la guerre avec ce pays. La stabilité est sans nul doute indispensable, mais elle n'est pas suffisante à elle seule. La volonté politique manque, surtout en ce qui concerne le Tigre et l'Euphrate, et l'approche du problème de l'eau est très différente pour les trois pays riverains de ces deux fleuves (la Turquie, l'Irak et la Syrie). »

Interrogé sur le même sujet par *L'OLJ*, le flamboyant Ajwad Alwash, directeur

général de l'ONG Nature Iraq et conseiller auprès du gouvernement de son pays, n'est pas en reste, considérant que le sujet de l'eau était d'actualité avant Daech et le sera après.

Pour sa part, Bassem el-Chab estime que ce processus devrait se poursuivre même dans un climat de tensions. « Il est vrai que la région passe par un moment politique très difficile, nous affirme-t-il. Toutefois, les interventions dans ce congrès ont mis en lumière les lacunes scientifiques et techniques importantes qui demeurent dans nos pays. Un des intervenants suisses a expliqué comment les nappes phréatiques dans la région de l'Oronte restent très mal connues (voir par ailleurs). Il est nécessaire de passer ce temps (mort pour les négociations) à développer nos connaissances scientifiques avant de nous lancer dans des négociations ultérieures. Nous avons constaté comment un accord bilatéral

qui manque de fondements scientifiques, comme celui signé par la Syrie et la Jordanie autour du fleuve de Yarmouk, peut mal tourner. »

Plus d'eau de l'Oronte contre la présence des réfugiés ?

Le député estime que le Liban peut profiter de plusieurs façons de sa présence au sein du processus de Blue Peace, même s'il a relativement peu de conflits à régler dans les cours transfrontaliers. « L'idée de base de Blue Peace repose sur l'intérêt des pays de la région à partager les ressources communes, explique-t-il. Le concept principal, c'est que les négociations autour des ressources naturelles peuvent ouvrir la voie à des solutions aux problèmes politiques, non l'inverse. Blue Peace constitue une tentative de rapprocher les points de vue entre le Liban, la Syrie, la Jordanie, l'Irak et la Turquie. Nous avons des problèmes avec Israël, il est vrai, mais il n'y



La toute nouvelle Université de MEF, qui a accueilli le forum de Blue Peace.

a aucun contact possible avec cette partie. Dans le cadre de ce processus, seul nous intéressons un cours transfrontalier, celui de l'Oronte, que nous partageons avec la Syrie et la Turquie. Toutefois, le principal objectif de notre participation à ce processus est de favoriser une meilleure entente entre toutes ces nations et d'instaurer par conséquent un climat politique régional plus clément pour tous. »

Bassem el-Chab estime qu'il sera possible d'arriver à l'avenir à des accords portant autant sur l'eau que sur l'énergie, avec possibilité d'importer un courant bon marché qui aiderait, selon lui, à réaliser une désalinisation économique si le besoin se faisait ressentir (même si beaucoup considèrent cette option comme non adaptée au Liban, qui n'a pas encore géré de manière assez efficace ses ressources existantes d'eau douce). « Pourquoi ne pas envisager de créer un Of-

fice de l'Oronte tout comme il y a un Office du Litani ? se demande-t-il. Une sorte de gestion durable comme celle du bassin du Sénégal (voir par ailleurs), dans le cadre de laquelle on pourrait profiter des échanges au niveau de l'eau mais aussi de l'électricité, des facilités agricoles... »

Pour Hadi Tabbara, expert libanais en ressources hydrauliques, un forum tel que celui qui vient d'être organisé par SFG peut servir à exprimer des idées innovantes. Il a lancé une idée particulière dans une session, qu'il réitère pour *L'Orient-Le Jour*. « Le Liban devrait demander à profiter de manière plus substantielle de l'eau de l'Oronte vu qu'il accueille près d'un million et demi de réfugiés syriens sur son territoire, qui constituent un facteur de pression non négligeable sur son eau, dit-il. On pourrait aborder ce sujet avec les autorités syriennes par le biais de Blue Peace. » Une idée à creuser...



Une vue de la belle Istanbul à partir de l'une des terrasses du palais de Topkapı.



La place de l'hippodrome à Istanbul, avec son antique obélisque égyptien.



Sur l'un des panels du forum, le député Bassem el-Chab (deuxième à partir de la droite), entouré de Salim Batayneh, parlementaire jordanien, Aysegul Kibaroglu, professeur au département de sciences politiques à l'Université turque de MEF, et Kerim Balci, journaliste turc.

Entre réalisme turc et passion irakienne, le courant tarde à passer

Les conflits entre la Turquie et l'Irak autour de l'Euphrate et du Tigre étaient au centre du Forum d'Istanbul. Le président de Strategic Foresight Group, Sundeep Waskelar, a fait état de quelques progrès dans les difficiles négociations entre les deux pays voisins : il faisait référence à une réunion tenue il y a quelques mois à Genève à l'initiative de Blue Peace. Une rencontre informelle d'un quart d'heure a d'ailleurs eu lieu entre des représentants (non officiels) des deux pays durant le forum lui-même. Pour en savoir plus sur ce grand conflit, nous avons sondé quelques négociateurs chevronnés des deux pays.

Le point de vue turc est sans appel. « Les pays en aval du Tigre et de l'Euphrate, à savoir l'Irak et la Syrie, veulent obtenir de la Turquie des engagements quantitatifs sur l'eau à fournir, constate Yasar Yakis, ancien ministre turc des Affaires étrangères. De son côté, la Turquie considère que l'eau est une ressource rare dans cette région. Nos pays sont de huit à dix fois plus pauvres en eau que les pays riches en eau. Cette rareté des ressources doit nous pousser à utiliser l'eau de la manière la plus économique possible. »

Et l'ancien ministre d'ajouter : « La Turquie pense que pour décider de la quantité d'eau à accorder à tel ou tel pays, il faut des données comparatives. Ces données doivent porter, d'une part, sur le potentiel hydraulique de chaque pays de la région, d'autre part, sur les besoins concernant l'irrigation, avec des précisions sur la qualité du sol. C'est ainsi que nous pourrions répartir l'eau dans les pays suivant les besoins. Nos voisins en aval ne veulent pas de ce genre de calculs et nous demandent simplement de nous conformer à des quanti-



Une vue de la partie turque du bassin de l'Euphrate, ce fleuve à l'origine de tant de tensions entre trois pays. Photo Bigstock

tés précises d'eau. »

Cependant, les voisins de la Turquie l'accusent de construire trop de barrages et de se réserver la plus grande part d'eau à leur détriment... « Comment peuvent-ils décréter que nous retenons trop d'eau sur notre territoire sans qu'il n'y ait de données comparatives ? réitère M. Yakis. En fait, ils refusent que nous nous engageons tous dans un exercice qui définirait les besoins en eau et les quantités d'eau disponibles chez eux. S'ils font ces calculs et qu'il s'avère que nous leur fournissons moins d'eau que nécessaire, nous pourrions accepter l'argument. Mais actuellement, il y a un blocage. »

Malgré les déclarations optimistes du président du SFG, l'ancien ministre turc ne constate pas de progrès substantiels dans les pourparlers

entre les deux pays. « Le seul protocole qui régit la répartition de l'eau date de 1987, rappelle-t-il. Il enjoignait à la Turquie d'assurer 500 mètres cubes d'eau à la seconde de l'Euphrate à ses voisins en aval. Si, pour une raison ou une autre, la Turquie n'a pas été capable de le faire un mois, elle doit compenser le mois d'après. Et la Turquie a toujours respecté cet accord. Parfois même, plus de 500 mètres cubes par seconde sont fournis aux pays en aval. Si nos voisins sont toujours insatisfaits, il faudra mener plus d'études. »

Disparition des crues annuelles

Tel n'est pas du tout l'avis d'Ajwad Alwash, directeur général de l'ONG Nature Iraq et conseiller auprès du gouvernement irakien, qui démontre ce qu'il estime être un effet

dévastateur de la construction de nombreux barrages du côté turc. « Le sud de l'Irak est une plaine sédimentaire formée il y a quelque 130 000 ans par les dépôts de sédiments provenant du Grand Kurdistan. Le niveau de l'eau s'y est stabilisé il y a deux mille ans à peu près. Durant toute cette histoire, cette énorme zone faisait l'objet d'une grande crue annuelle qui réduisait le taux naturel de salinité dans les sédiments, favorisant ainsi l'agriculture et l'émergence des premières civilisations connues », explique-t-il.

« Or la dernière grande crue qu'ait connue l'Irak a eu lieu en 1988. En 1992, la Turquie a lancé son grand projet hydraulique Building the Gap et construit ses deux premiers barrages. Il y en a eu beaucoup d'autres depuis. Sa capacité de stockage sur l'Euphrate est

de plus de cent milliards de mètres cubes. Les crues ont cessé alors que les agriculteurs irakiens n'ont pas modifié leurs méthodes d'irrigation traditionnelles. Les conséquences sur la salinité de l'eau sont catastrophiques », ajoute-t-il.

Interrogé sur les barrages, Yasar Yakis fait remarquer que ceux-ci servent principalement à la production d'électricité et n'empêchent pas le flux de l'eau vers les pays en aval. Mais pour Ajwad Alwash, outre le fait que ces constructions ont perturbé le cycle naturel de l'eau et ont fait disparaître les crues, la qualité de l'eau qui arrive en Irak après être passée par un barrage est bien trop douce, plus propice à causer de l'érosion qu'à bénéficier à l'agriculture.

Si Yasar Yakis pense que l'entente viendrait de la recherche de données plus précises dans les trois pays, Ajwad Alwash préconise une solution originale. « Il va de soi que nous n'allons ni partir en guerre contre la Turquie ni démanteler ses barrages, dit-il. Mais nous ne pouvons pas non plus abandonner les droits historiques de l'Irak sur l'eau. À mon avis, il faudrait réorienter le dialogue. Au lieu de clamer, chacun de notre côté, que cette eau est la nôtre, privilégions l'échange : l'eau vient de Turquie, l'Irak a du pétrole et a besoin d'électricité. La Turquie pourrait lui vendre l'électricité qu'elle produit dans les régions kurdes, étant donné que la distance est plus proche qu'avec certaines régions turques actuellement alimentées par ces barrages. Elle aura réduit ses coûts et profité de l'échange. Je crois que l'avenir de la région se jouera par le biais des échanges commerciaux. N'a-t-il pas toujours été le cas le long de la route de la soie ? »

Le bassin du Sénégal comme exemple...

Durant le forum de Blue Peace à Istanbul, une présentation a été particulièrement centrale, celle donnée par M. Ba Madine, secrétaire général de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Et pour cause : le modèle de gestion de ce bassin de 300 000 kilomètres carrés est si original qu'il pourrait inspirer bien d'autres pays qui partagent un même bassin.

Selon M. Ba Madine, la volonté d'aménagement de ce bassin remonte au XIXe siècle mais s'est surtout concrétisée par la création de l'OMVS en 1972. « Les missions assignées à l'OMVS consistent à développer le bassin en assurant la sécurité alimentaire, le développement énergétique, le transport et la sauvegarde de l'environnement », a-t-il précisé. La gestion de tout le bassin, précise-t-il, est commune à tous les pays, notamment les investissements pour financer les ouvrages, avec une répartition des coûts et des charges suivant les États. « La gestion solidaire et consensuelle exclut le vote dans la prise de décision », ajoute-t-il.

« Cette forme de gestion a eu des résultats tangibles dans le bassin du fleuve Sénégal dans le domaine de l'énergie avec les barrages, dans le domaine agricole et dans le domaine du transport fluvial », précise-t-il enfin. Bref, une gestion où les responsabilités, les investissements tout comme les bénéfices sont répartis entre les quatre pays : la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Le bassin du fleuve Sénégal a été doté d'un statut international, ce qui signifie qu'il n'est plus la propriété des pays qu'il traverse, mais que son exploitation sert les intérêts de tous les pays suivant les besoins par secteur.

Ce modèle pourrait-il être envisageable au Moyen-Orient, où le rapport de force

continue de régir la plupart des relations entre les pays ? En réponse à une question allant dans ce sens, M. Ba Madine a répondu : « Pour créer un tel système, il faut mettre les ego de côté. » Il n'a pas manqué de rappeler que les quatre pays du bassin du Sénégal ont connu des guerres par le passé, auxquelles le facteur de la répartition des ressources n'était pas étranger, mais que les négociations et l'entente, soutenues par une forte volonté politique, ont prévalu au final.

95 % de l'eau de l'Oronte est souterraine

Qu'est-ce qu'un tel modèle de gestion pourrait enseigner aux pays riverains sur des cours transfrontaliers, plus particulièrement dans le cas du bassin de l'Oronte ? Une chose est sûre, autour de ce fleuve qui trouve sa source à l'est du Liban, nous en sommes loin, étant donné que, malgré les accords signés autour de ce cours (dont nous n'aborderons pas les détails ici), ce bassin reste très mal connu, et ne fait pas encore l'objet d'une gestion en bonne et due forme.

Sur l'Oronte, une présentation a été faite par Chris-

tophe Bösch, directeur d'un projet sur ce fleuve au sein de l'Agence suisse pour le développement et la coopération, réalisé en collaboration avec des partenaires libanais, tels l'Institut de recherche agricole libanais (Iral) et l'Office du Litani. Il en ressort que les études qui étaient faites jusqu'à présent sur ce bassin sont largement insuffisantes, et que nous sommes loin d'une gestion commune. Le projet se concentre sur la collecte de données (« sauvetage » de données dans le cas de la Syrie, dont 70 % des terres agricoles autour du bassin sont abandonnées en raison de la guerre). Des stations ont été installées du côté libanais pour contrôler la qualité de l'eau.

Toujours selon M. Bösch, 95 % de l'eau de l'Oronte est souterraine. D'où le fait que l'impact sur la qualité de l'eau ne va pas nécessairement d'aval en amont, mais peut être d'amont en aval, les polluants (provenant du secteur agricole principalement) pouvant faire le chemin inverse dans les nappes phréatiques. Quoi qu'il en soit, selon M. Bösch, le système commence à être mieux connu.



Le fleuve de l'Oronte au Liban. Photo www.killeb.com